

Le point sur les retombées pour le Canada – Faits saillants de 2006

- En 2006, EDC a appuyé des transactions d'investissement et de commerce international d'une valeur de 66,1 G\$ réalisées par des entreprises canadiennes, soit une augmentation de 15,1 % par rapport à 2005. Cependant, les exportations canadiennes de biens et de services ont augmenté de moins de 1 % en 2006, tandis que l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) a progressé de 16 %.
- En 1997, le volume d'activités internationales d'EDC correspondait à environ 7 % des exportations totales du Canada et de l'IDE. En 2006, cette part était passée à 13 %.
- EDC a exécuté des transactions au nom de 6 807 entreprises canadiennes, soit un peu moins qu'en 2005. En 2006, le nombre de clients a diminué parmi les PME. Le volume global des transactions de PME réalisées par EDC se chiffrait à 15 G\$, ce qui maintenait pour l'essentiel la forte hausse de 2005.
- EDC a appuyé des transactions d'une valeur de 15,2 G\$ dans des pays en développement, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2005 (et 23 % du volume d'activités total).
- Les exportations et l'IDE facilités par EDC ont aidé à générer pour 44,6 G\$ en PIB canadien et à soutenir plus de 546 000 emplois. Cela équivaut à 3,9 % du PIB global canadien et à 3,3 % de l'emploi national.

Contexte – Nivellement des exportations canadiennes et des sorties d'IDE en 2006

Avec une croissance globale de plus de 5 %, l'année écoulée a été bonne pour l'économie mondiale. Les exportateurs canadiens ont néanmoins dû affronter des vents contraires, et les exportations de biens et de services ont augmenté de moins de 1 % sur l'année, pour atteindre 476 G\$. Cela après deux années de croissance solide (+8,1 % en 2004 et +5,4 % en 2005). L'IDCE est passé à 47,8 G\$ en 2006, soit une progression de 16 % par rapport à 2005 et bien plus que la moyenne historique.

Le coût plus élevé des matières premières et de l'énergie, la concurrence étrangère accrue et l'appréciation du dollar canadien ont contribué à une conjoncture difficile en 2006 – en particulier pour certains secteurs clés, comme la foresterie, l'automobile et la fabrication. L'indice de confiance commerciale (ICC), pour lequel EDC sonde 1 000 entreprises exportatrices canadiennes, donne aussi cette impression. L'ICC se situait à 71,4 à l'automne 2006, ce qui ne représentait aucune amélioration par rapport aux deux calculs précédents (automne 2005 et printemps 2006).

En 2006, la performance à l'exportation a été la plus faible depuis 2003, année où les exportations de biens et de services ont reculé de 3,1 %. La faiblesse en 2006 tient en grande partie à la baisse des ventes dans le secteur l'automobile, dans celui des avions de transport régional à réaction et dans la foresterie. Les ventes de gaz naturel ont également diminué. Du point de vue géographique, ces reculs étaient concentrés sur les États-Unis, car les ventes à l'exportation vers la plupart des autres marchés ont enregistré des gains respectables. De fait, dans la foulée de gains importants au cours des toutes dernières années, les exportations canadiennes à destination des marchés en développement ont augmenté de 8 % en 2006. Des pays comme le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et le Mexique se sont révélés être des

marchés très solides pour les exportateurs canadiens en 2006. Les marchés industrialisés d'Europe occidentale se sont également avérés fructueux pour les entreprises canadiennes. Plusieurs secteurs affichaient de bons chiffres à l'exportation en 2006, y compris les métaux industriels, les produits chimiques, l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques, les composants d'aéronefs et les machines industrielles.

La forte appréciation du dollar canadien, qui s'échangeait à 0,91 USD au printemps 2006, a posé un sérieux problème à bien des exportateurs, et les ventes de nombre d'entreprises en ont pâti. Cependant, les cours du pétrole et des métaux ont fléchi tout au long du deuxième semestre, et les exportateurs ont pu souffler un peu avec le repli du huard parallèlement à celui du cours des produits de base. Les ventes à l'exportation de certains secteurs manufacturiers clés, comme les télécommunications et le matériel de haute technologie, ont commencé à se stabiliser et, à la fin de l'année, elles avaient même amorcé une amélioration (quoique légère). Beaucoup d'entreprises ont profité de la vigueur du dollar pour investir dans de nouvelles machines et dans du matériel, pour la plupart importés des États-Unis, dans le but de réduire leurs coûts.

Rôle d'EDC dans la facilitation du commerce et de l'IDE

En 2006, EDC a appuyé des transactions d'investissement et de commerce international d'une valeur de 66,1 G\$ réalisées par des entreprises canadiennes, soit une augmentation de 15,1 % par rapport à 2005. Nombre d'entreprises canadiennes continuent d'investir dans des chaînes d'approvisionnement et des réseaux de distribution mondiaux afin de gagner en productivité, de réduire leurs coûts et de rester concurrentielles. Consciente de l'importance de cette stratégie d'affaires et de ses retombées pour l'économie canadienne, EDC a facilité pour 2,7 G\$ de nouvel IDCE en 2006, soit une augmentation de 17 % par rapport aux 2,3 G\$ de sorties d'IDCE appuyées en 2005.

Tableau 1: Résumé des retombées pour le Canada

	2005	2006	Variation (%) 2006/2005
1. Volume total d'EDC (G CAD)	57,4	66,1	15,1 %
-- Volume sur les marchés en développement	13,3	15,2	14,3 %
-- Nouvel IDCE appuyé par EDC (1)	2,3	2,7	16,7 %
2. PIB canadien soutenu par EDC (G CAD)	37,4	44,6	19,1 %
-- Part du PIB total canadien (%)	3,4	3,9	---
3. Emploi appuyé par EDC (années-personnes)	457 542	546 706	19,5 %
-- Part de l'emploi canadien total (%)	2,8	3,3	---
4. Nombre de clients d'EDC (directs + indirects)	6 829	6 807	-0,3 %
-- Grandes entreprises	724	1 007	38,5 %
-- Moyennes entreprises	2 118	2 045	-3,4 %
-- Petites entreprises	3 984	3 755	-5,7 %
5. Sommaire			
-- Total des exportations canadiennes (G CAD, d'après les chiffres des douanes)	473,4	475,7	0,5 %
-- Investissement direct canadien à l'étranger - IDCE (G CAD)	41,3	47,8	15,7 %

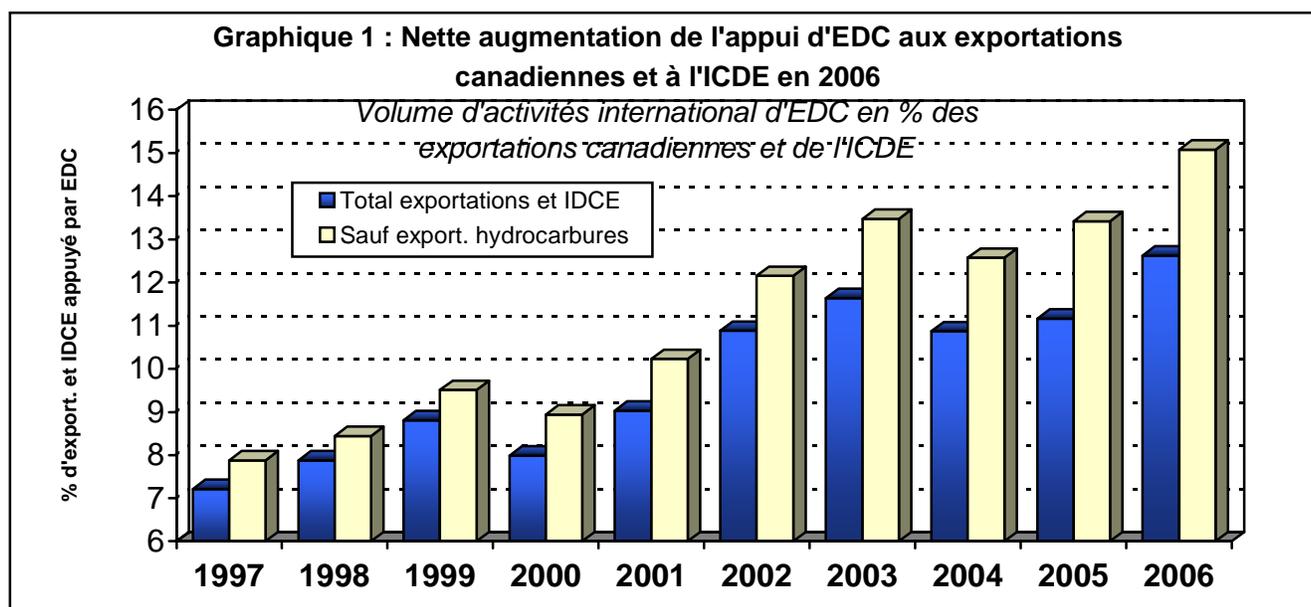
Source : Services économiques d'EDC.

(1) Le nouvel investissement direct canadien à l'étranger comprend les nouvelles polices de PRI et le financement de nouveaux projets liés à l'IDE. Il ne comprend pas les renouvellements de polices de PRI car ils couvrent des investissements faits dans le passé.

En 1997, EDC a facilité environ 7 % des exportations globales et des sorties d'IDE canadiennes. En 2006, cette part approchait les 13 % (graphique 1). La forte augmentation enregistrée en 2006 fait suite à quelques années où la part des exportations canadiennes appuyées par EDC s'était stabilisée aux environs de 11 %. EDC a vu son volume d'activités augmenter dans plusieurs secteurs en 2006, les gains les plus importants venant entre autres

de l'automobile, de la foresterie, des télécommunications et des services financiers. L'augmentation des volumes dans l'automobile et dans la foresterie – deux secteurs canadiens malmenés en 2006 (et dont les ventes à l'exportation ont nettement baissé) – était particulièrement importante. En fait, EDC a respecté son mandat en 2006 en appuyant des entreprises dans ces secteurs difficiles et de plus en plus risqués.

En 2006, EDC a exécuté des transactions au nom de 6 807 entreprises canadiennes, soit un peu moins que les 6 829 clients servis en 2005¹. Quelques 1 007 grandes entreprises ont recouru aux services d'EDC en 2006, beaucoup plus que les 727 de 2005. Cependant, EDC a servi moins de petites et moyennes entreprises (PME) dans le même temps. En fait, elle a travaillé avec 5 800 PME en 2006, soit 5 % de moins qu'en 2005. Les PME exportatrices ont moins de moyens financiers pour faire face à l'appréciation du dollar canadien, ce qui a sans doute contribué à la baisse du nombre de PME clientes d'EDC en 2006. Toutefois, les PME représentent encore le gros des entreprises canadiennes qui utilisent les services d'EDC. De fait, le volume total des transactions de PME exécutées par EDC se chiffrait à 15,1 G\$ en 2006, ce qui n'est pas beaucoup moins que les 15,5 G\$ enregistrés en 2005.



En 2006, une série de regroupements d'entreprises ajoutée à des conditions de crédit et de liquidité favorables ont fait augmenter les flux de l'IDE mondial de 34 %, le portant à quelque 1,2 T USD². L'IDE sortant des entreprises canadiennes s'est établi à 47,8 G\$ l'an dernier, contre 41,3 G\$ en 2005. Parallèlement, les entrées d'IDE au Canada sont passées à 75,6 G\$, soit bien plus que les 41 G\$ enregistrés en 2005 et un quasi-record.

Sur fond d'investissement mondial vigoureux, EDC a facilité pour 2,7 G\$ de nouvelles sorties d'IDE l'an dernier, soit 17 % de plus qu'en 2005³. Si l'on inclut entre autres les

¹ Les chiffres présentés ici concernent les clients directs et indirects d'EDC. En 2006, 5 915 clients directs et 892 clients indirects ont été servis.

² CNUCED, janvier 2007.

³ Les nouvelles sorties d'IDE canadiennes sont définies comme étant de nouvelles polices de PRI et le financement de nouveaux projets liés à des investissements. Elles ne comprennent pas les renouvellements de polices de PRI, car ils couvrent des investissements faits dans le passé.

renouvellements de polices, l'assurance risques politiques (PRI) et les programmes de financement de projets, l'appui à l'IDE représentait pour EDC près de 6 G\$ d'investissement canadien soutenu à l'étranger en 2006.

Renforcer la présence canadienne sur les marchés en développement

En 2006, EDC a facilité des transactions d'une valeur de 15,2 G\$ dans des pays en développement, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2005. Au total, les exportations canadiennes de biens et de services vers les marchés en développement ont augmenté de 8 % en 2006, pour approcher un chiffre record de 40 G\$. La hausse des cours des produits de base explique en grande partie l'augmentation en valeur des exportations vers les marchés émergents, mais l'an dernier a aussi été une année de forte augmentation des exportations de biens d'équipement, de produits de haute technologie et de biens de consommation. En plus, l'IDE sur les marchés émergents appuyé par EDC favorisera de futures exportations de suivi du Canada vers ces pays. En 2006, EDC a facilité pour 2,3 G\$ de nouvel IDE vers les marchés émergents, contre 2,1 G\$ en 2005. En tout, le flux d'IDE canadien vers les pays en développement avoisinait les 13 G\$ en 2006. EDC a facilité près de 30 % du total des exportations canadiennes et de l'IDCE sur les marchés en développement en 2006.

Contribuer à la prospérité canadienne

En ventilant le volume d'activités d'EDC par type de transaction et par secteur industriel, nous estimons que les exportations et l'IDE facilitées en 2006 ont aidé à générer 44,6 G\$ en PIB canadien, soit une augmentation de 19 % par rapport à 2005⁴. Cette contribution avoisinait les 3,9 % du PIB total canadien, contre 3,4 % en 2005. Autrement dit, pour chaque dollar de revenu gagné au Canada en 2006, 3,9 cents étaient appuyés par EDC. L'emploi associé aux transactions facilitées par EDC en 2006 représentait quelque 546 000 années-personnes, soit environ 3,3 % de l'emploi national total.

En favorisant la croissance des ventes à l'exportation et la mise sur pied de réseaux d'approvisionnement et de distribution mondiaux (grâce à l'appui à l'IDCE), EDC aide les entreprises à investir davantage dans des activités de R-D au Canada, ce qui est synonyme de retombées économiques à long terme pour le pays. En 2006, l'intensité de R-D moyenne des transactions appuyées par EDC a augmenté de 30 %⁵, ce qui marquait aussi la deuxième progression annuelle consécutive. Les gains les plus importants ont été enregistrés dans les télécommunications, le matériel électrique, les services informatiques et les services techniques et d'ingénierie. Ensemble, ces secteurs représentent le tiers de la R-D du secteur privé au Canada. En 2006, EDC a également fait davantage affaire avec les entreprises du secteur de l'automobile, autre industrie qui se livre à beaucoup de R-D.

Retombées économiques pour les pays étrangers. Les transactions de commerce et d'investissement international ont des retombées économiques pour l'exportateur ou l'investisseur canadien ainsi que pour le bénéficiaire étranger. Les Services économiques d'EDC ont défini une méthodologie pour évaluer ces retombées économiques pour les pays étrangers. En 2006, le commerce et l'investissement facilités par EDC ont favorisé la création

⁴ L'augmentation de la contribution au PIB en 2006 tient principalement à la hausse de 15 % des exportations canadiennes et de l'IDCE appuyées par EDC, en particulier l'IDCE vers les pays en développement. Les sorties d'IDCE ont un effet disproportionné sur le PIB, car chaque dollar d'IDE dans un pays en développement générerait au moins 2 \$ en exportations de suivi avec le temps.

⁵ L'intensité de R-D mesure la somme dépensée en R-D par rapport à la production totale de l'industrie concernée.

de quelque 50 à 55 G USD en PIB étranger répartis entre 184 pays. Les retombées économiques étrangères sont le plus souvent supérieures aux retombées économiques nationales parce que les marchés en développement gagnent généralement plus au commerce que des pays développés comme le Canada.

Quelles sont les perspectives pour 2007?

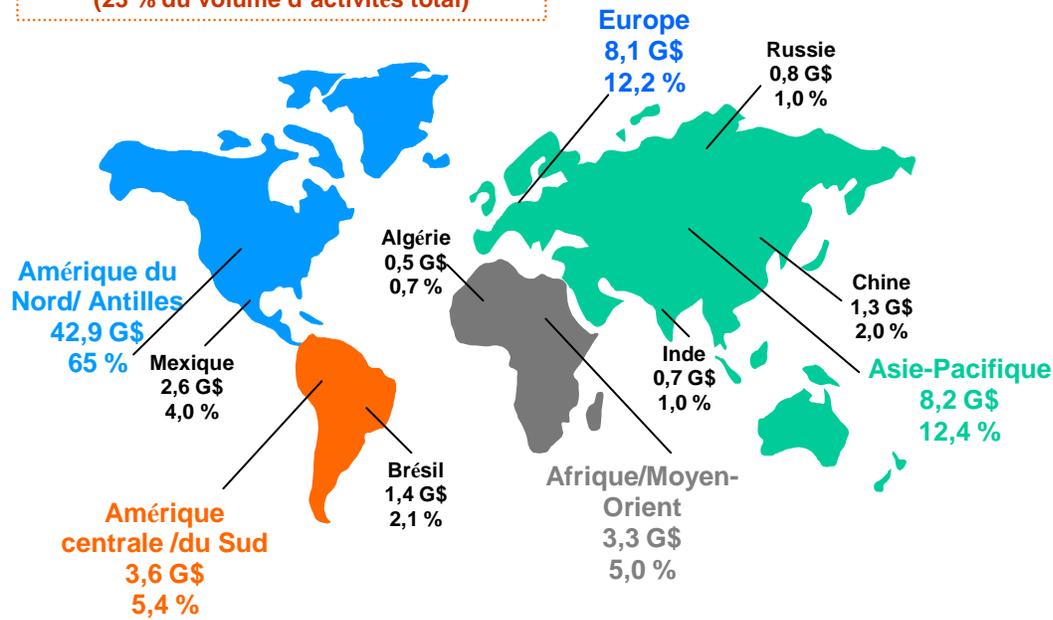
Reflète du ralentissement graduel de l'économie américaine et mondiale, les ventes canadiennes à l'exportation devraient reculer de 1 % en 2007. Le taux de croissance économique mondial devrait avoisiner les 4,5 % en 2007, contre 5,1 % en 2006. Le cours des principaux produits de base, comme le pétrole, les métaux industriels, le bois d'œuvre et les engrais, devrait également baisser en 2007, en moyenne. Les expéditions dans l'automobile et la foresterie devraient aussi rester faibles. Pour toutes ces raisons, il sera difficile de surpasser en 2007 les 3,9 % du PIB canadien générés par les transactions appuyées par EDC en 2006.

L'investissement des entreprises canadiennes dans des économies étrangères devrait rester élevé en 2007, mais il ne dépassera sans doute pas les sorties importantes des deux ou trois dernières années. La révision à la hausse de la perception des risques donne à penser que les entreprises canadiennes se montreront plus prudentes dans leurs projets d'investissement. Le sondage d'EDC sur la confiance commerciale corrobore aussi cette idée de prudence croissante dans les investissements étrangers. Le rapport de l'ICC de l'automne 2006 montrait que 21 % des entreprises interrogées ont de l'IDE ou projettent d'en avoir, contre 23 % au printemps 2006. La baisse dans les projets d'investissement sortant concernait entièrement les moyennes et grandes entreprises. En revanche, les projets d'IDE étaient en fait en hausse dans les petites entreprises, et ce sont ces dernières qui ont généralement le plus besoin de services d'intermédiation financière internationaux.

Graphique 2 : Rayonnement international d'EDC – 2006

Total des transactions facilitées : 66,1 G\$

**Volume sur les marchés émergents : 15,2 G\$
(23 % du volume d'activités total)**



% = pourcentage du volume d'activités total d'EDC